

COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT

PROCÈS-VERBAL de la RÉUNION du 30 août 2013
N ° 9

<u>TITULAIRES</u>	<u>1er Collège</u>	<u>SUPPLEANTS</u>	<u>1er Collège</u>
		Mr GOURIER	UNSA
<u>TITULAIRES</u>	<u>2ème Collège</u>	<u>SUPPLEANTS</u>	<u>2ème Collège</u>
Mr VIENNOT	UNSA	Mr LUSSAC	UNSA
Mr BOURBON	UNSA	Mr PEREIRA	UNSA
Mr RUIZ	CFDT-CGT	Mr PRIEUR	CFDT-CGT
Mr LAVENANT	CFDT-CGT	Mr DARMET	CFDT-CGT
Mr LOQUET	CFE-CGC		
<u>TITULAIRES</u>	<u>3ème Collège</u>	<u>SUPPLEANTS</u>	<u>3ème Collège</u>
Mr MARCHAND	CFE-CGC	Mr ZANNINI	CFE-CGC

LES REPRESENTANTS SYNDICAUX :

Mr ROUGER	Représentant Syndical CFE-CGC
Mr ZOUAOU	Représentant Syndical CFDT

ABSENTS EXCUSES :

<u>TITULAIRES</u>	<u>1^{er} Collège</u>	<u>SUPPLEANTS</u>	<u>1^{er} Collège</u>
Mr MONMAILLE	UNSA		
<u>TITULAIRES</u>	<u>2^{ème} Collège</u>	<u>SUPPLEANTS</u>	<u>2^{ème} Collège</u>
Mr RAMADOUR	UNSA	Mr DUBROUS	UNSA
Mme LALANNE	UNSA	Mr DUPUCH	UNSA
Mr BORDAS	UNSA	Mme SABIO	CFDT-CGT
		Mme DAHYOT	CFE-CGC
<u>TITULAIRES</u>	<u>3^{ème} Collège</u>	<u>SUPPLEANTS</u>	<u>3^{ème} Collège</u>
Mr FERNANDEZ	CFE-CGC	Mr MARTINET	CFE-CGC

LES REPRESENTANTS SYNDICAUX :

Mr VIGUIE	Représentant Syndical UNSA
Mr GUILLARD	Représentant Syndical CGT

Monsieur RAMADOUR	absent sera remplacé par	Monsieur LUSSAC
Monsieur BORDAS	absent sera remplacé par	Monsieur PEREIRA
Monsieur MONMAILLÉ	absent sera remplacé par	Monsieur GOURIER
Monsieur FERNANDEZ	absent sera remplacé par	Monsieur ZANNINI

Soit : 10 votants.

PREAMBULE

- M. VIENNOT : Par rapport à l'ordre du jour sur les contrats en alternance, nous souhaiterions rajouter au point 3 les questions qui n'ont pû être prises en compte lors de l'élaboration de l'ordre du jour ?
- V. AMIANT : J'avais en effet envoyé l'ordre du jour rapidement. C'était des questions de précisions. Il n'y a pas de problème.

1 – Approbation du PV de la réunion du 31 juillet 2013

- M. VIENNOT : Approbation du PV :
 - ⇒ Pour : 8
 - ⇒ Abstention : 1
 - ⇒ Contre : 1Sous réserve des modifications.

2 – Point sur l'emploi

2.1 – Situation de l'emploi, centre par centre, en précisant la nature des départs et des embauches.

2.2 – Point sur les postes à pourvoir, secteur par secteur.

2.3 – Nature précise sur les contrats CDD, ainsi que des contrats intérim.

2.1 – Situation de l'emploi, centre par centre, en précisant la nature des départs et des embauches.

- V. AMIANT : Au 30 juillet, nous étions 1.541 salariés sur la région :
 - ⇒ Bretagne Pays de Loire DLA : 241 personnes à fin juillet, soit moins 2 personnes.
Moins 1 stagiaire conventionné, moins 1 mutation
1 CDD à fin juillet, dont 1 stagiaire.
 - ⇒ Beauce Berry Val de Loire DVA : 244 personnes à fin juillet ; effectif constant.
Plus 1 CDI, moins 1 retraite.
Un passage contrat PRO en CDI AM et 1 transformation CDD AM en CDI AM
4 CDD à fin juillet: 2 pour accroissement temporaire d'activité et 2 pour remplacement de personnel
 - ⇒ Aquitaine DTA : 288 personnes à fin juillet, soit moins 4 personnes.
Plus 1 CDI, moins 1 retraite.
4 mutations vers DNA liées à l'organisation SO.
2 CDD à fin juillet : 2 pour remplacement de personnel.
 - ⇒ Limousin Midi Pyrénées DTH : 182 personnes à fin juillet, soit moins 5 personnes

Plus 1 CDI, moins 6 mutations vers DNA Liées à l'organisation SO.

2 CDD à fin juillet dont 1 stagiaire conventionné : 1 pour accroissement temporaire d'activité.

⇒ Direction régionale DLS : 117 personnes à fin juillet, soit moins 4 personnes

1 transformation CDD en CDI AM, moins 1 CDD.

4 mutations SO + 1 mutation en provenance de DLA

2 CDD à fin juillet : 2 pour accroissement temporaire d'activité.

⇒ Touraine Anjou Maine Vendée DTJ : 313 personnes à fin juillet, soit moins 1 personne

Plus 1 CDD, plus 1 CDI, moins 1 retraite

2 mutations vers SO.

7 CDD à fin juillet, dont 1 stagiaire conventionné : 5 pour accroissement temporaire d'activité et 1 pour remplacement

⇒ Poitou Charentes DNB : 128 personnes à fin juillet, soit moins 1 personne.

1 mutation vers DNA liée à l'organisation SO.

Pas de CDD.

⇒ Direction Régionale – TOULOUSE – DNA : 28 personnes à fin juillet, soit plus 20 personnes.

Plus 3 CDI.

Plus 12 mutations Cadres et 5 mutations OETAM liées à l'organisation SO.

1 CDD à fin juillet dont 1 stagiaire conventionné.

- M. VIENNOT : Est-ce qu'il serait possible, pour le mois prochain, d'avoir l'organigramme de Centre Ouest et Sud Ouest car nous sommes un peu perdu entre les personnes qui sont « mutées » d'un centre à un autre.

- *Le Président : Je ne les ai pas encore. Je n'aurai probablement pas ces documents avant fin septembre car cela voudrait dire qu'ils sont validés. Je comprends bien que vous en ayez besoin, c'est logique. Je pense que fin d'année, vous les aurez. D'ordinaire, vous les aviez début d'année suivante.*

Il faut que j'en dispose. Aujourd'hui, je ne les ai pas. Ils sont en cours de construction et de validation.

Nous avons dit aussi que nous ne modifions pas les secteurs parce qu'il y avait trop de paramètres à modifier d'un seul coup. On ne pouvait pas modifier les équipes et nous verrons cela au moment de la construction budgétaire.

Il y aura sur Sud Ouest aussi, un certain nombre de paramètres secteurs qu'il nous faudra débattre autour de cette table parce que cela peut avoir des conséquences sur l'astreinte, etc.... comme on le fait d'ordinaire.

On aura aussi ce genre de sujet à traiter.

- M. VIENNOT : On avait une crainte qu'il y ait une validation pour le plan NARVAL pour modifier les secteurs, sans que l'on en soit informé.
- *Le Président : Non, ce n'est pas le cas.
On ne peut pas modifier les appartenances en cours d'année. On ne peut pas calculer l'intéressement.
Il y a des réflexions qui sont mûres aujourd'hui, mais d'un point de vue officiel, elles ne sont pas actées.
Les organisations sont validées quand le patron de la région a dit « j'achète ».
La dernière réunion sur Centre Ouest est le 4 / 5 octobre et cela doit être à peu près pareil sur Sud Ouest.
Donc, dans le meilleur des cas, j'en disposerai fin octobre.*
- J.M. LAVENANT : Nous avons appris que notre Directeur de Centre allait partir et nous voulions savoir s'il allait être remplacé, quand, et par qui ?
- *Le Président : Il va être remplacé dans le schéma d'organisation normale en tant que Directeur de centre opérationnel en charge des opérations. Il sera « Directeur de centre opérationnel ».
Donc, il sera remplacé. Je ne peux pas vous donner son nom pour l'instant parce que, je suis dans l'attente du retour de la confirmation officielle pour l'en informer en première intention, puis vous informer ensuite. J'essaie de précipiter les choses pour qu'à la réunion de rentrée, on puisse vous éclairer.*
- B. PRIEUR : Concernant le Chef de secteur à Tours sur les bâtiments communaux : est-ce que son remplacement est prévu ?
- *Le Président : J'attends l'organigramme des équipes d'exploitation de Tours parce que, nous avons un certain nombre de projets actifs qui sont susceptibles de modifier les unités d'exploitation.*

2.2 – Point sur les postes à pourvoir, secteur par secteur.

- V. AMIANT : Nous vous communiquerons les éléments car j'ai omis de prendre le dossier.

2.3 – Nature précise sur les contrats CDD, ainsi que des contrats intérim.

- V. AMIANT : A fin juillet, 13 intérimaires
 - ⇒ DLA : 4 postes, dont 3 pour remplacement et 1 pour surcroît
 - ⇒ DTJ : 1 poste pour surcroît
 - ⇒ DNB : 1 poste pour remplacement de congé parental
 - ⇒ DLS : 1 poste en remplacement de maladie
 - ⇒ DTA : 3 postes pour surcroît
 - ⇒ DTH : 2 postes, dont 1 pour remplacement maladie et 1 pour congés
 - ⇒ DVA : 1 poste de saisonnier pour les piscines

3 – Contrats d’alternance : résultats examen, nombre d’embauches par centre, etc....

Prévisions 2014

- V. AMIANT : Nombre de personnes ayant obtenu leur diplôme sur DALKIA : 39 personnes, dont 22 sur Centre Ouest et 17 sur Sud Ouest.

Le détail est le suivant :

- 1 licence pro
- 4 BTS assistants de gestion PME PMI
- 1 BTS SIRA
- 5 BTS FEE
- 21 BAC PRO TEMSEC en 1 an
- 2 BAC PRO TEMSEC en 2 ans
- 1 monteur dépanneur frigoriste
- 1 titre professionnel secrétaire assistante

Les personnes qui étaient en contrat de professionnalisation pour suivre différents cursus ont eux aussi réussi.

Au global, avec les filiales de Dalkia, 45 personnes ont été reçues à leur examen.

Sur les 51 salariés DALKIA qui passaient l’examen cette année : 39 ont été reçues et 6 sont en train de finaliser leur cursus. (master, licence)

Le résultat n’est donc pas définitif pour l’instant.

- *Le Président : On devrait être sur un taux de réussite comparable à l’année précédente. Là où on a un vrai sujet de satisfaction, c’est pour ceux qui ont passé leur examen. S’ils n’ont pas été plus nombreux à avoir leur examen, ils ont été plus nombreux à obtenir des mentions.*

D’un point de vue qualitatif, les notes traduisent une augmentation du niveau général, ce qui n’est pas surprenant parce que nous avons modifié le cursus. Comme ils ont déjà un BAC technique, les fondamentaux sont déjà là.

Ensuite, que deviennent tous ces alternants qui ont passé leur examen ?

- V. AMIANT : Il y en a 2 qui vont poursuivre leurs études. Une personne doit repasser son BTS parce qu’elle ne l’a pas eu, mais on la conserve. Une autre personne que l’on garde pour poursuivre un BAC PRO vers un BTS.
Autrement, il y a d’autres personnes qui n’ont pas souhaité être intégrées parce qu’elles souhaitaient poursuivre leurs études ailleurs et c’est dommage.
Au total, 4 personnes vont poursuivre leurs études, mais 2 seulement au sein de l’entreprise.
Autrement, 32 personnes sont intégrées.

On espère pouvoir intégrer d'autres alternants parce que l'on a des postes à pourvoir. On est en train de regarder si des alternants qui ne sont pas dans la même région accepteraient d'être mobile pour occuper ces postes, notamment 3 alternants Sud Ouest qui se sont vu proposer des postes localement ou ailleurs mais qui ont refusé.

- C. MARCHAND : Allez-vous donner un coup de pouce à la mobilité ?
- *Le Président : On l'a déjà donné. Est-ce que vous connaissez un alternant muté qui n'ait pas bénéficié de la prime de mobilité ?*
- B. PRIEUR : Pour nous, c'est de savoir si on est conforme à nos engagements ?
- V. AMIANT : C'est une photographie. Aujourd'hui, on a un taux d'intégration de 63 %. L'objectif est de 70 %. Dans l'absolu, il y a l'opportunité pour challenger ce total. Après, il faut qu'ils acceptent les postes qu'on leur propose. Ces apprentis, on leur a déjà proposé des postes et cela ne leur convenait pas.
- B. PRIEUR : Nous, on part du principe que si on investit dans le jeune, c'est dommage que ce soit nos concurrents qui en profite. D'ici les 5 prochaines années, on a le tiers de l'entreprise qui va partir à la retraite. Il faut aussi anticiper pour demain. C'est vrai que cela a un coût, mais il faut aussi trouver un équilibre pour conserver ce travail.
- *Le Président : A côté de ça, on serait naïf si on imagine un seul instant qu'il suffit de prolonger les courbes et regarder dans le rétroviseur pour faire l'avenir. L'avenir est compliqué. Sur nos opérations classiques, on n'a pas fini de prendre des plombs. Il faut que l'on soit attentif. Les enjeux de nos reclassements sont difficiles. C'est une espèce de jeu d'équilibre où j'aimerais bien être sur quelque chose de carré, mais, en fait, c'est quelque chose qu'il faut régler.*
C'est pour ça que sur les perspectives de recrutement, j'ai demandé à ce qu'on en prenne moins. J'ai obtenu de Paris le feu vert pour en prendre moins, mais avec une contrepartie exigeante en terme d'intégration puisque l'on nous demande de recruter pour 2014 80 % de nos alternants. Il faut que les jeunes soient mobiles et qu'on les recrute à l'endroit où sont les postes.
Le bon signal dans tout ça, quand j'ai annoncé la masse des apprentis que l'on allait prendre, c'est qu'il y a des gens qui m'ont dit qu'il ne fallait pas faire ça. Mais en fait tout le monde y trouve son compte, car il y a de belles réussites. Il y aura aussi les contrats de génération à intégrer.
Aujourd'hui, on a de moins en moins le temps de transmettre son savoir. Donc, il est nécessaire d'avoir une réflexion plus globale de la façon dont les anciens peuvent transmettre leur savoir..... les managers me disent que c'est un cursus pertinent et on sera obligé d'aller chercher des retraités pour transmettre.
- M. VIENNOT : Si on revient sur les 32 qui sont intégrés, ils sont intégrés où ?

- V. AMIANT : Ouest 16 personnes – Sud Ouest 16 personnes, plus ceux qui poursuivent leurs études.
- J.M. LAVENANT : Nous avons eu échos que des alternants ayant obtenu leur diplôme et à qui aucune proposition d'emploi n'a été faite.
- V. AMIANT : Tous les apprentis ont été rencontrés. Il y a des gens pour lesquels on ne leur a rien proposé parce qu'ils n'ont pas eu leur « Pass VE », même s'ils ont eu leur diplôme. Sur ces gens-là, en effet, rien ne leur a été proposé.
Par contre, il y a gens qui n'ont pas eu leur diplôme, mais qui ont eu des propositions parce que, techniquement, ils sont bons.
Le comportement est extrêmement important.
- M. VIENNOT : Sur les 16 sur Centre Ouest et 16 Sud Ouest, à l'origine, ils étaient où ?
- V. AMIANT : Il faut regarder de plus près. C'est assez compliqué. On en a quelques uns qui ont été mutés.
- *Le Président : Qu'est-ce qui vous intéresse à travers cela ?*
- M. VIENNOT : Il y en a qui jonglent avec les apprentis et cela me gêne.
- *Le Président : Les heures des apprentis ne sont pas des heures ACC. Sur un poste où il y a besoin 5 personnes, il peut y en avoir 6.*
- V. AMIANT : On a 18 mentions, dont « assez bien » et « très bien » qui sont au nombre de 3.
- *Le Président : On a un jeune qui a eu la meilleure note de l'académie.*
- J.M. LAVENANT : Nous aimerions connaître les conditions de mise en œuvre des contrats d'alternants, les modalités, etc....
- V. AMIANT : Pour ceux qui vont rentrer en 2013 : 44 alternants (tous confondus), dont : 26 pour Centre Ouest et 18 sur Sud Ouest.
- *Le Président : Les hypothèses de développement sur Sud Ouest nous amènent à anticiper un peu plus. Il y a les affaires et la pyramide des âges.*
- V. AMIANT : Embauchés en 2012 et qui restent en 2013 : il y en a 12, donc, au total, on va avoir 56 alternants. On va être à 3,63 % pour un engagement de 3 %.
- *Le Président : On peut avoir des vraies convictions sur l'intégration des jeunes, mais l'économie est têtue. En supposant que j'ai l'idée de prendre plus de jeunes, vous me direz pourquoi jeter de l'argent par les fenêtres.*

- V. AMIANT :
 - 1 licence PRO
 - 2 titres PRO maintenance industrielle
 - 5 missions complémentaires techniciens en énergie
 - 28 BAC PRO TEMSEC
 - 1 BTS FEE
 - 1 DUT GEA finance compta
 - 1 BTS assistant gestion PME PMI
 - 1 DUT HQE
 - 2 BTS SIRA
- B. PRIEUR : On est plutôt sur des profils avec BAC.
- V. AMIANT : Globalement, on est sur des gens qui ont eu un BAC
- J.M. LAVENANT : Quelles sont les modalités de liaison afin de communiquer entre l'établissement et les centres de formations ?
- V. AMIANT : Didier LAURENT a demandé à bénéficier d'un départ en retraite. Un nouveau formateur arrive : Sébastien CHAVIN.
- *Le Président : Il est déjà formateur sur des cursus extérieurs à l'entreprise. C'est une bonne occasion d'intégrer quelqu'un avec une bonne compétence technique. Il sera basé à Rennes (campus à Rennes). Il aura plus de prérogatives que Didier LAURENT. Je souhaite que l'on développe l'approche par les compétences et pas simplement par les formations. Il faut que l'on mette chaque euro au bon endroit. Là, pour ça, c'est de rentrer par la gestion des compétences.*
- J.M. LAVENANT : Où sont affectées les sommes prélevées au titre de la taxe d'apprentissage?
- V. AMIANT : La plupart de la taxe d'apprentissage est versée au campus.
- *Le Président : Obligation : 100 % des apprentis sont formés dans les campus. On ne va pas payer 2 fois. Sur la taxe d'apprentissage, l'essentiel va évidemment au réseau des campus. Il se peut qu'exceptionnellement des petits versement soient réalisés au profit d'un CFA, mais c'est anecdotique. Idéalement, il faudrait que 100 % aillent au campus.*
- B. PRIEUR : Cela représente combien en euros pour les CFA ?
- *Le Président : C'est quelques milliers d'euros, mais même pas 10.000 € que nous donnons aux CFA extérieurs.*
- V. AMIANT : La cotisation, c'est 0,45 % de la masse salariale.

4 – Affectation de la contribution logement : article 2323-31 du Code du Travail

- M. VIENNOT : Est-ce que le document remis par Maryvonne le mois dernier est diffusable ?
- *Le Président : C'était un projet. Est-ce que cela vous va ? Si cela vous va, je pense que oui. On considère qu'il a été validé.*
- M. VIENNOT : Est-ce que l'on peut avoir une copie informatique ?
- *Le Président : Dès que Maryvonne sera là.*
- J.M. LAVENANT : En complément du compte rendu de la commission, j'avais demandé à Mme Gautier s'il était possible de faire une note d'information RH émanant de notre Etablissement sur l'octroi du 1% logement comme cela se fait dans d'autre région.
- *Le Président : On peut refaire un point pour la procédure à suivre, sur les conditions d'éligibilité et le mode d'emploi pour le prêt accession.*

5 – Négociation sur les principes de renouvellement de l'instance CHSCT

- *Le Président : Est-ce que vous voulez le renouveler ? Il faut définir combien de CHSCT, dans cette instance. Un ou deux ? Certains militaient pour en voir un. Je voudrais m'assurer que tout le monde partage cette lecture. Si on devait appliquer la loi avec 2 CHSCT ; 2 fois 6 membres avec 15 heures de crédit par mois, pour chaque membre, on arriverait à 2.160 heures. Ce qui fait un écart, vous perdriez déjà 720 heures par rapport à la situation actuelle. Et si on inclut les préparatoires : 1.200 heures.
*Je pense qu'il serait mieux d'en faire qu'un seul.
Si le secrétaire est élu au Nord, il y aurait un secrétaire adjoint au Sud, ou vice versa.
Je serais partisan que Valérie PATRON sponsorise la personne qu'elle voudrait voir dans cette instance.**
- M. VIENNOT : Les constats que l'on a faits au CHSCT, c'est que depuis quelques années, il y a du très bon travail de fait, de l'implication de beaucoup de membres. Je trouve dommage que les représentants syndicaux ne soient pas impliqués comme pour les comités d'établissements. Quelqu'un comme Eric DARMET qui, au niveau du CHSCT, a des compétences et il n'est jusqu'à présent que représentant syndical.... A moins que le Président lui confie une mission, il n'a pas de prérogative. Eric est l'exemple type, mais demain, cela peut être quelqu'un d'autre.
- *Le Président : Certes, je ne peux pas le nier. Il n'est pas question que je sois créateur de droits dans l'établissement. Pour moi, ce débat-là est clos sur le principe de création de droits à la représentation syndicale.*

Par ailleurs, il peut nous arriver de le solliciter dans des missions qui sont assimilables à des missions de prévention de sécurité.

- M. VIENNOT : Sauf erreur de ma part, le représentant syndical a le droit à une formation. Il va avoir une formation pour être assis sur une chaise au CHSCT.

- *Le Président : Je comprends votre débat, mais je ne peux pas engager ce débat là avec vous. Alors, vous préférez 1 ou 2 CHSCT ?*

- CGT : 1
- CFE - CGC : 1
- UNSA : 1
- CFDT : 1

Donc, on maintient cela.

Je ne peux pas créer des obligations. Je ne peux pas imposer l'origine d'un secrétaire adjoint. C'est la majorité qui décide.

Je pense que, par convention entre vous, il faut vous obliger que vous conveniez d'un secrétaire adjoint.

- M. VIENNOT : C'est au CHSCT de le valider. Est-ce que le CHSCT ne pourrait pas avoir une dotation particulière ?

- B. PRIEUR : Donc, un seul CHSCT à 12 personnes à 20 heures par personne ?

- *Le Président : Oui. Qu'est-ce qu'ils vous ont répondu au niveau national pour la dotation ?*

- M. VIENNOT : De voir en région. Les autres accords que l'on a eus DP / CE, ce sont des accords régionaux, spécifiques à notre région et ils ne sont pas identiques aux autres régions.

- *Le Président : Bien sûr que je peux en décider, mais ce n'est pas la même chose que d'allouer des budgets.*

- B. PRIEUR : Pendant 2 ans, je n'ai jamais rencontré un problème de moyens pour fonctionner (ordinateurs, locaux, etc...). Ce que je veux dire, c'est que, par rapport à ces 2 ans, je n'ai rencontré aucune difficulté.

- M. VIENNOT : Il ne faut pas que cela s'arrête. Il faut essayer d'évoluer, d'avancer.

- *Le Président : Le CE et le CHSCT ce n'est pas la même chose. Le CHSCT n'a pas vocation à gérer de façon autonome. Donc, on est d'accord là-dessus, on valide du CHSCT. Par contre, quel est le calendrier des opérations ? Pour le mois prochain, il faut le définir*

6 – Information des membres du CE concernant la modification du règlement intérieur et la charte informatique

- V. AMIANT : Normalement, sur les panneaux d’affichage, vous avez dû voir que le règlement intérieur et la charte informatique ont été modifiés. C’est juste pour rappeler qu’il entrerait en vigueur au 1^{er} septembre :
- M. VIENNOT : Est-ce qu’on peut avoir une copie de ce nouveau règlement. Ne devons-nous pas être informés avant ?
- V. AMIANT : Le CCE a été informé et cela a été entériné auprès du Conseil des Prud’hommes de Lille et de l’Inspection du Travail. C’est un règlement national pour l’entreprise.
- M. VIENNOT : Est-ce qu’on peut le mettre sur le site internet du CE avec le code du salarié pour le consulter ?
- V. AMIANT : Le règlement intérieur et la charte informatique sont remis avec la malette d’accueil.
- *Le Président : Il est à l’affichage, mais si vous pouvez y accéder, pourquoi pas.*

7 – Infos CE

Commission ASC : modification date de la réunion de la commission si besoin

- M. VIENNOT : Je vous propose de maintenir la date de la commission au 24 à 9h00, en sachant que vous gérez votre hébergement. Et après, le lendemain, le CE à Poitiers. Tous le monde est d’accord.

8) Questions diverses

8-1 – Questionnaire « diversité »

- V. AMIANT : Un questionnaire « diversité » a été envoyé à un échantillon représentatif de 2.000 salariés. Ce document est à retourner avant le 27 septembre. N’hésitez pas à y répondre parce que cela ne peut qu’apporter de la valeur ajoutée

8-2 – Commission formation

- V. AMIANT : Nous n’avons pas défini de date pour la commission formation. Il faut qu’elle soit tenue avant la prochaine réunion de CE. Je vous propose le 25 septembre à 10h00 à Poitiers

PROCHAINES RÉUNIONS

JEUDI 26 SEPTEMBRE 2013 A POITIERS

JEUDI 31 OCTOBRE 2013 A POITIERS

JEUDI 28 NOVEMBRE A POITIERS

MERCREDI 18 DECEMBRE A POITIERS